



### Notre maison brûle... Quelles solutions dans nos territoires ?

Inondations, canicules, pénuries d'eau, épuisement des ressources, artificialisation des sols, effondrement de la biodiversité, etc. Les défis écologiques interrogent et appellent à radicalement repenser notre façon d'habiter et de concevoir notre environnement pour limiter notre impact et faire face aux changements.

Comment transformer nos façons de vivre et aménager nos territoires tout en permettant à chacune et chacun de se loger, d'accéder aux services, de se déplacer, de travailler, de se divertir sans injonctions contradictoires ?

De la construction à l'urbanisme, de la mobilité à notre façon de produire, de l'agriculture à l'énergie, de notre confort à notre lien à la nature, de l'aspiration individuelle au besoin collectif... La tâche peut paraître titanesque, tant nos modes de vie actuels semblent immuables, enracinés jusque dans nos imaginaires.

Quid du rêve de la maison individuelle avec son carré de jardin, de la voiture et des infrastructures routières qui rendent ce rêve possible, des grands centres commerciaux où l'on peut tout trouver d'ici et surtout d'ailleurs, tout de suite et maintenant ?

D'autres modèles sont pourtant possibles. Ils se développent au quotidien sur nos territoires. Des modèles qui prennent en compte les risques climatiques, les besoins de décarbonation ou de sobriété foncière, et la préservation de la biodiversité. Des modèles qui portent aussi l'espoir de poser les fondations d'une société plus juste, plus solidaire et plus désirable. Car en habitant l'espace, en façonnant notre environnement, nous ne décidons pas que notre cadre de vie, nous définissons aussi notre façon de faire société.

C'est pourquoi, en cette Journée internationale de l'environnement, le **groupe Centre France** s'associe à Sparknews et 51 autres titres de la presse quotidienne régionale pour, ensemble, explorer les initiatives qui repensent déjà nos territoires, réinventent nos lieux de vie, réorganisent nos activités au plus près de chez nous. Pour, ensemble, donner à voir et permettre d'envisager d'autres façons d'habiter demain.

# « La nature est restée longtemps hors des villes »

Paysagiste à la tête de l'agence Osty et associés, lauréate du Grand prix national du paysage en 2005 et 2018, Jacqueline Osty repense l'accès à la nature en ville et crée des environnements urbains plus sains et écologiques. Et imagine une ville résiliente face aux bouleversements climatiques.

Propos recueillis par Laure de Charette  
Midi Libre

**S**ols vivants, zéro arrosage, pas de produits phytosanitaires... Jacqueline Osty, qui a conçu de nombreux parcs et jardins (Amiens, Lyon, Nantes...), crée des environnements urbains plus sains et écologiques.

■ **En tant que paysagiste, quel regard portez-vous sur l'évolution du développement urbain de ces quarante dernières années ?** À mes débuts dans les années 1970-1980, les architectes concevaient les fameuses « villes nouvelles » autour de Paris, et après, ils nous appelaient, nous paysagistes, pour aménager les espaces restants. Mais aujourd'hui, la question du paysage se pose en amont. C'est un changement significatif. La notion d'espace public a elle-même beaucoup évolué : auparavant, on tournait le dos aux éléments naturels voire on s'en protégeait, en construisant des routes sur les rivières. Aujourd'hui, cette nature est vue comme une richesse et mise en valeur. Une rivière, c'est une pépite désormais pour une ville ! L'espace public n'est plus seulement pensé comme fonctionnel ou marchand ; on attend de lui qu'il apporte aussi un certain bien-être.

■ **Notre rapport à la nature a-t-il lui aussi changé ?** Absolument. Longtemps, la nature est restée en dehors des villes, notamment parce qu'on la craignait. Les plantes étaient vues comme des mauvaises herbes, les forêts et les marais comme maléfiques. Mais depuis la prise de conscience que la planète est en danger, on observe un retour de la nature en ville et des politiques de reverdissement des centres urbains. Avec le Covid, avec le changement climatique, le besoin de nature en ville, source de confort et d'apaisement, se fait en outre de plus en plus pressant. Les lieux naturels et la biodiversité qu'ils abritent sont enfin considérés comme attractifs et vus avec un regard bienveillant.

■ **Quels sont les nouveaux défis à relever dans l'aménagement des paysages urbains en raison du réchauffement climatique ?** On ne peut plus aménager, tracer, planter sans la conscience des dangers qui menacent les territoires et sans être économe de leurs ressources. Le choix des essences, la gestion de l'eau, les continuités biologiques : tous ces impératifs de l'écologie sont désormais pris en compte le plus possible dans chaque projet. L'objectif ZAN (zéro artificialisation nette) nous oblige par

ailleurs à densifier la ville sur elle-même. Mon métier consiste à anticiper l'avenir de la ville compte tenu des nouveaux enjeux. Cela implique de préparer un socle vivant susceptible d'accueillir à la fois la végétation et la ville de manière pérenne. C'est un travail invisible mais nécessaire et vertueux.

■ **Justement, comment faire cohabiter la nature et les citadins sur un même territoire ?** Il faut trouver le juste milieu, l'équilibre afin de concilier les différents usages et limiter les possibles conflits. Les gens ont besoin d'échanger, de circuler, de créer du lien ; certains lieux naturels ont besoin de calme et ne peuvent être piétinés. De même, les humains ont besoin d'un éclairage nocturne pour leur sécurité mais la faune a besoin de trames

noires. Il ne s'agit pas de tartiner du vert partout, mais d'opérer les bons choix en amont pour créer des espaces naturels en ville qui soient beaux, durables, adaptés à l'âme des lieux, et qui jouent un vrai rôle au service des habitants.

■ **Vous avez conçu des projets très variés (le parc zoologique de Vincennes, les boulevards du centre de Chartres, l'écoquartier de Rouen). Quelles sont les conditions nécessaires pour la réussite de tels projets ?** Il faut avant tout une volonté politique forte, afin de faire atterrir dans le sol les grands discours. Je suis confiante car un nombre croissant de maires ont désormais conscience qu'ils n'ont plus le choix, qu'ils doivent repenser leur ville

pour la rendre plus résiliente face aux bouleversements sociaux, économiques, climatiques et culturels actuels. Mais cela prendra du temps.

■ **La question de l'aménagement des zones d'activités en périphérie des villes est notamment cruciale. Pensez-vous que l'on puisse y recréer du lien à la nature ?** C'est complexe mais c'est possible ! Pour renaturer ces espaces bitumés et y ramener du beau et du vivant, il faut d'abord retrouver leurs qualités intrinsèques (relief, eau, sol), qui ont été trop longtemps niées. Il n'y a pas de recette unique : c'est le territoire et son héritage géographique, social et culturel qui nous donnent les clés de sa transformation. En réalité, c'est là encore du bon sens. ■



## DU CHAMP À L'ASSIETTE

# Des légumes sur le toit

Une serre-pépinière de 400 m<sup>2</sup> a été installée tout en haut d'un immeuble des quartiers nord, à Nantes (Loire-Atlantique). Si la chaleur accumulée permet de récolter toute l'année, elle sert aussi à chauffer l'eau des vingt-quatre logements.

Emilie Weynants  
Ouest-France



Grâce à la ruche à bourdons, les habitants du 2, de la rue Jacques-Cartier, à Nantes, devraient retrouver des tomates et des courgettes cet été lors de la distribution de légumes hebdomadaire. L'an passé, il n'y en avait pas. « Nous avons aussi fait venir des coccinelles pour s'occuper des pucerons », précise Luc Stéphane, directeur innovation chez Nantes Métropole Habitat (NMH). Dans cette serre-pépinière de 400 m<sup>2</sup> construite en haut de l'immeuble, les artifices sont nécessaires : les légumes poussent ici sans pesticides ni intrants, mais hors sol. Il faut aussi trouver « le bon compromis entre la partie énergétique et agricole ».

## Alternative au photovoltaïque

Ce projet, baptisé « Symbiose », s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation des quartiers nord de la ville. Depuis son inauguration en septembre 2022, le site participe à faire du « Chêne des Anglais », un « quartier fertile » du nom de l'appel à projet lancé par l'Agence nationale de rénovation urbaine. Aux manettes : le bailleur social Nantes Métropole Habitat, qui gère à Nantes 22.500 logements et héberge 3 500 habitants ici.

« L'idée, reprend Luc Stéphane, c'était de trouver une alternative au photovoltaïque pour récupérer de la chaleur. » Le thermicien Alexandre Nassiopoulos et l'architecte Boris Nauleau ont eu l'idée de rehausser le bâtiment, et d'installer, sur la toiture, la serre qui compte « 250 m<sup>2</sup> de surface agricole utile ». Les insectes ne peuvent y entrer, mais la chaleur peut y être extraite grâce à une pompe, par aspiration de l'air. Elle est alors stockée et réutilisée pour chauffer l'eau des 24 logements. « Le cœur du réacteur, c'est ici », montre Luc Stéphane, en désignant la VMC et le ballon de 1.600 litres.

Le système fonctionne essentiellement de mars à octobre, mais pendant l'hiver il permet de maintenir le site hors gel, et

donc d'y cultiver toute l'année. « Il y a toujours un équilibre à trouver entre les calories qu'on va extraire de la serre pour chauffer l'eau, et les calories qu'on doit garder ici pour les plantes... », poursuit le directeur innovation. Au mur : « toute l'intelligence du système » : le Data Pool qui, après paramétrage, permet de réguler la température et l'hygrométrie.

L'enjeu, c'est notamment que les moisissures n'empêchent pas la récolte. Simon Prévost, le maraîcher, tient son plan de culture de main de maître. Tous les jeudis matin, il quitte sa ferme de Doulon-Gohards, à quelques kilomètres de là, pour rejoindre la serre-pépinière. Si le lieu est encore « en rodage », l'année, contrairement à 2023 qui a été marquée par une panne, se passe sans accroc. Au printemps, les petits pois, laitues, épinards, artichauts s'y sont épanouis. La canne à sucre est en train de prendre de la hauteur. Et, à la demande des habitants, citrouille, patates douces, piments, ignames vont être testés. « L'idée, c'est de les associer pleinement », insiste Luc Stéphane qui a sollicité l'association Ecos, spécialiste du jardinage urbain, pour animer ce « lieu atypique » et créer du lien. « On le fait vivre avec les autres associations du quartier en proposant des activités de jardinage, mais aussi de la cuisine, de la langue des signes, des lectures, du bricolage... », égrène Claire-Elise Charton, animatrice en agro-écologie.

Tous les mercredis après-midis, les curieuses et curieux du quartier et au-delà « montent » ainsi dans ce nouveau « lieu ressource, pensé comme un tiers-lieu ».

Si plus d'un millier de visiteurs ont déjà poussé la porte de Symbiose, le directeur innovation estime « qu'il faudra trois années pour que les habitants du quartier s'en emparent pleinement ». Mais déjà, d'autres projets essaient sur le territoire. Le bailleur, contraint au sol par la loi zéro artificialisation nette, voit « un gisement dans le foncier aérien ». ■



## En quête de demain

## fête ses 3 ans !



### Le saviez-vous ?

Le supplément que vous tenez entre vos mains se trouve aujourd'hui chez tous les marchands de journaux de France.

Et c'est le 6<sup>ème</sup> d'une longue série !

Lancé en 2021, *En quête de demain* est le fruit d'une **collaboration inédite entre 52 titres de la presse quotidienne régionale**.

Toute l'année, les rédactions travaillent de concert. Accompagnées par Sparknews, elles rédigent des articles consacrés aux enjeux écologiques et sociaux de nos territoires et aux initiatives qui y répondent. Ensuite, elles mettent tout en commun !

Ainsi, vous pouvez découvrir des projets et des personnalités inspirantes de votre région, mais également d'autres régions de France, qui œuvrent pour **une transition des territoires juste et durable**.

Agriculture, alimentation, eau, énergie, mobilité, habitat, biodiversité, océan, forêts, économie circulaire, santé, inclusion... toutes les dimensions qui peuvent toucher notre quotidien sont abordées.

Nous vous donnons d'ores et déjà rendez-vous **le 27 novembre pour la prochaine édition !**

Depuis 2021,  
En quête de demain c'est...

242

articles  
partagés

13,6

millions de  
lecteurs dans  
sa version  
papier

7

millions de  
lecteurs dans  
sa version  
digitale



*En quête de demain* est une opération initiée et coordonnée par Sparknews. Acteur pionnier du journalisme de solutions et de l'impact positif, Sparknews fait émerger de nouveaux récits auprès des médias, des acteurs de la culture et des entreprises.

## DU CHAMP À L'ASSIETTE



**PÂTURE.** Une maison de bergers qui veille sur des brebis pâturant sur les flancs du puy Mary, dans le Cantal, en plein Parc des volcans d'Auvergne. PHOTO JÉRÉMIE FULLERINGER

Si le Parc naturel régional des volcans d'Auvergne offre d'aussi beaux panoramas, c'est également grâce aux vaches, chèvres et brebis qui y pâturent, maintenant ainsi ces paysages ouverts. Parce que le pastoralisme n'est pas réservé aux seuls alpages, cette activité agricole se pratique du côté du Cantal ou du Puy-de-Dôme, deux départements où la surface pastorale avoisine les 91.000 hectares.

Principalement des vaches, à viande davantage qu'à lait, qui, l'été, quittent le siège de leur exploitation agricole pour « monter » en estives, collectives (elles passent alors leurs grandes vacances en compagnie de bovins élevés par d'autres agriculteurs) ou individuelles. Cela concerne aussi des brebis, et dans une bien moindre mesure des chèvres, ânes ou chevaux, soit 115.000 animaux au total.

Afin de soutenir cet écosystème, une enveloppe de 3,6 millions d'euros sur 2022-2027 est réservée par le Parc des volcans, grâce à des financements de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, de l'Europe et des deux départements concernés. Ce plan pastoral territorial encourage la création de collectifs d'agriculteurs et finance, là-haut, des aménagements pastoraux, tels que des parcs de contention ou des points d'abreuvement du bétail.

### « Pérenniser les estives »

Dans le Cantal, Arnaud Laporte doit en bénéficier. Chaque année, cet éleveur de vaches salers allaitantes fait transhumier une soixantaine de bovins. À la mi-mai, le troupeau part du siège de l'exploitation, situé à 650 mètres d'altitude, pour monter vers l'estive individuelle, entre 1.050 et 1.200 mètres, là où l'herbage de montagne est meilleur. Ses salers « profitent » ainsi tout l'été, jusqu'au début du mois d'octobre.

Avec deux autres de ses voisins d'estives, Arnaud Laporte vient de fonder une association. « Chacun avait pour projet de créer un parc de contention. Vu qu'on se côtoyait un peu, on en a parlé. Pourquoi ne pas en profiter ? » Ensemble, ces trois éleveurs cantaliens fréquentant la même montagne ont donc déposé un dossier. Ce projet collectif pourrait être subventionné jusqu'à 70 % du montant total grâce à l'enveloppe du plan pastoral territorial.

# Le paysage a ses gardiens

Le pastoralisme a de nombreuses vertus pour l'économie locale. Cette pratique est soutenue par le Parc des volcans d'Auvergne, qui porte un plan de 3,6 M€ pour faciliter la vie des bergers, des vachers et de leurs animaux. Autant de gardiens du paysage.

Romain Blanc  
La Montagne

Le parc de contention a été pensé afin de faciliter la vie des éleveurs, notamment lorsqu'une vache est malade : elle peut alors vite être isolée... et soignée. Outre ce corral, l'association d'estives s'offre aussi un meilleur système d'abreuvement. « Nos pâturages tournants seront mieux adaptés », explique Arnaud Laporte. Jadis, ses bovins allaient boire en bas de la montagne. Pour les inciter à remonter, il fallait donc leur apporter l'eau. L'installation prévue comporte une pompe solaire, qui alimente une grande cuve de 10.000 litres, tout en haut de l'estive, laquelle dessert ensuite neuf bacs d'abreuvement de 1.000 litres, disséminés de part et d'autre.

### Signalétique pastorale

« Refaire des clôtures, des pistes, créer des points d'abreuvement, des parcs de contention, mais aussi des logements pour les bergers ou les vachers. Nous investissons pour pérenniser les estives », résume Élodie Mardiné, chargée de mission au Parc. « Et nous avons un axe de financement de la préservation des milieux naturels, car ce sont des espaces avec une biodiversité très riche, ajoutez-t-elle. Enfin, comme la fréquentation touristique y est très forte, nous voulons faire en sorte qu'elle soit respectueuse de l'activité agricole. Avoir des randonneurs, pêcheurs, traileurs, parapentistes... et que toutes ces pratiques soient compatibles. »

Pour concilier les usages, une signalétique pastorale, déjà mise en place dans les Pyrénées, doit être déclinée dans le Parc des volcans d'Auvergne. Objectif, rappeler les bonnes pratiques et apporter de l'information sur les sentiers. Souvent interpellés puis questionnés par les passants, les bergers s'épuisent parfois à « faire la police ». Les chiens non tenus en laisse qui stressent les brebis ou, pire, qui prennent un bain dans un bac d'eau destiné au bétail... « Certains ont cette fibre de la sensibilisation, de l'explication, et considèrent que cela fait partie de leur métier. Mais d'autres recherchent le métier de berger pour avoir plus de calme et de détachement par rapport à la société, analyse Élodie Mardiné. Dans le Massif central, où l'ensemble des espaces de montagne et d'estives sont relativement faciles d'accès, certains bergers nous disent que c'est une difficulté, pour eux, de ne jamais avoir vraiment un coin tranquille. » ■



# France terre de LAIT

## NOURRIR AUJOURD'HUI

## & DEMAIN

En cette Journée Mondiale du Lait, célébrée le 1<sup>er</sup> Juin et initiée par la FAO\*, la filière laitière française met à l'honneur les femmes et les hommes qui font le lait :

« Nous, producteurs de lait, industriels privés et coopératives, distributeurs restaurateurs et fromagers, avons confiance en l'avenir parce que notre mission à tous est de garantir notre souveraineté alimentaire. Notre fierté est de vous proposer tous les jours de bons produits laitiers.

Face aux défis économiques, environnementaux et sociétaux, notre démarche de progrès France Terre de Lait réaffirme notre volonté de vous nourrir aujourd'hui et demain. Retrouvez nos engagements sur [franceterredelait.fr](http://franceterredelait.fr) \*»

\* Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

photographie retouchée

[franceterredelait.fr](http://franceterredelait.fr)



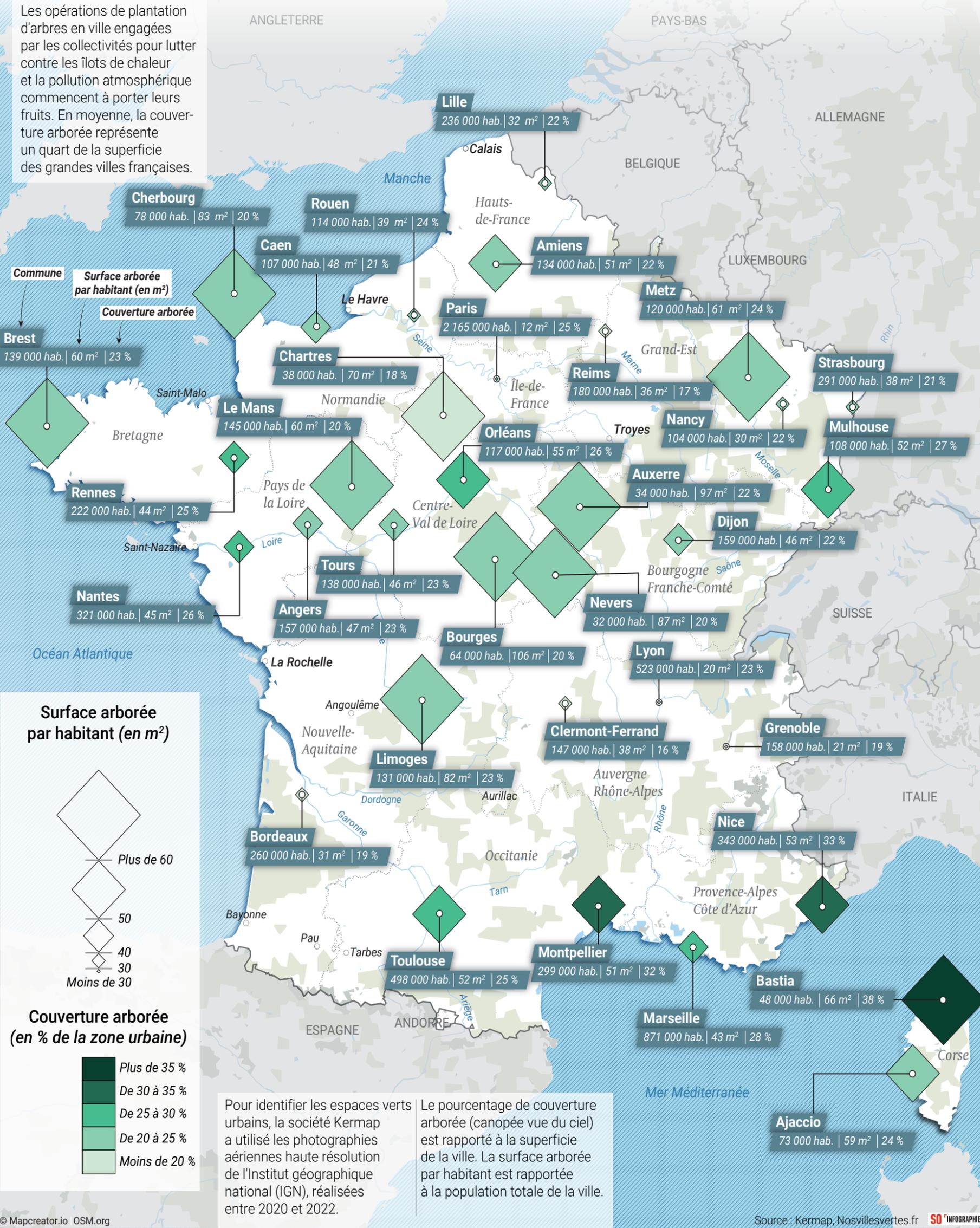
### FranceterredeLAIT



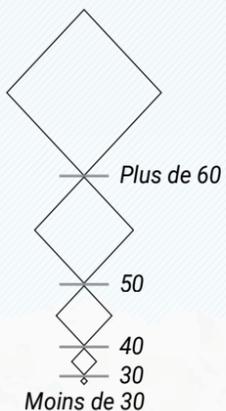
# DES OCÉANS AUX FORÊTS

## Le grand retour des arbres en ville

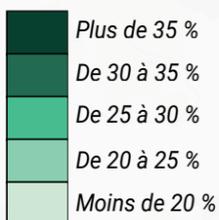
Les opérations de plantation d'arbres en ville engagées par les collectivités pour lutter contre les îlots de chaleur et la pollution atmosphérique commencent à porter leurs fruits. En moyenne, la couverture arborée représente un quart de la superficie des grandes villes françaises.



Surface arborée par habitant (en m<sup>2</sup>)



Couverture arborée (en % de la zone urbaine)



Pour identifier les espaces verts urbains, la société Kermap a utilisé les photographies aériennes haute résolution de l'Institut géographique national (IGN), réalisées entre 2020 et 2022.

Le pourcentage de couverture arborée (canopée vue du ciel) est rapporté à la superficie de la ville. La surface arborée par habitant est rapportée à la population totale de la ville.

## DES OCÉANS AUX FORÊTS



**RÉSERVE.** Plus de 20.000 grues séjournent chaque année dans la réserve naturelle, qui s'étire sur 2.600 hectares, aménagée sur le site de l'ancienne mine de lignite. PASCAL BATS

# Le paradis des grues cendrées

Une réserve naturelle a été aménagée au cœur des Landes sur l'ancienne mine de lignite fermée en 1992. Étendu sur 2.600 hectares, le site accueille plus de 20.000 grues cendrées, principalement en période hivernale

Maryan Charruau  
Sud Ouest

Qui découvre le site d'Arjuzanx peut imaginer qu'il y a plus de trente ans, le 26 janvier 1992, à 19 h 30, une centrale thermique d'EDF y produisait son dernier kilowattheure ? Depuis, sur ce terrain de mines à ciel ouvert, a poussé une réserve naturelle où règnent, majoritairement, les grues cendrées, d'octobre à mars. Nous sommes en Pays Morcenais, au cœur des Landes, à 40 kilomètres à équidistance de Mont-de-Marsan à l'est, de Dax au sud et de l'océan à l'ouest.

Bordée par la petite rivière Bez et les grands pins maritimes de la forêt landaise, Arjuzanx, avec Sindères, Garrosse et Morcenx, constitue la commune de Morcenx-la-Nouvelle. Les quatre villages, qui ont fusionné le 1<sup>er</sup> janvier 2019, regroupent aujourd'hui 5.000 âmes. Entre 1958 et 1965, Morcenx, chef-lieu de canton, était passé, à lui seul, de 3.000 à 6.000 habitants. Autres temps, autres mœurs et autres paysages...

### 600 mineurs en 1984

Épuisement du gisement de lignite, concurrence du pétrole et du nucléaire, rentabilité en forte baisse... En 1973 puis en 1978, EDF décide d'arrêter l'exploitation de la mine. Si les pouvoirs politiques et les syndicats gagnent les premiers bras de fer, ils ne peuvent empêcher, en 1981, la fermeture de ses centrales thermiques les plus anciennes. En 1987, le conseil d'administration de l'entreprise publique décide de l'arrêt d'Arjuzanx, effectif en 1992. L'exploitation de la mine, vaste de 900 ha, a duré à peine trente-trois ans, de décembre 1959 à février 1992. Six cents, c'est le pic du nombre de mineurs présents sur la mine, en 1984. Il en restait encore 140 à la fermeture. Le démantèlement des infrastructures s'est achevé en janvier 1995 avec l'abattage des deux derniers tours de refroidissement, bien après le démontage



**MINE.** Les excavateurs en activité non-stop atteignaient 22 mètres de long et 50 mètres de hauteur. CENTRE RÉGIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE DES LANDES

des excavateurs atteignant 22 mètres de long et 50 mètres de hauteur, en service 24 heures sur 24.

Le site, alors, se transforme, avec l'aide d'EDF qui œuvre à sa renaturation. « Lorsque la mine ferme, lacs, bassin, tourbières et marais investissent les dépressions de terrain, tandis que pelouses, landes et forêts colonisent leurs élévations. La topographie mouvementée, héritée de la mine, favorise une multitude de milieux naturels propices à l'explosion de la diversité », lit-on sur l'un des panneaux posés dans la Maison de site, ouverte toute l'année. Désormais, plus de 20.000 grues cendrées séjournent chaque hiver sur le site qui peut en accueillir 80.000 lors des pics migratoires. Celles-ci se nourrissent des grains de maïs qui subsistent, après la récolte, dans les champs voisins, les rivages lacustres leur offrant toute quiétude pour se reposer. Classé réserve nationale de chasse et faune sauvage en 1987 - année de l'arrivée des premières grues... -, le site est inscrit en 1997 à l'inventaire des zones naturelles d'intérêt faune et flore. Avec ses 753 millions de mètres cubes d'eau répartis sur ses lacs et étangs, Arjuzanx intègre le réseau Natura en 2000 avec la création, en 2004, d'une zone de protection spéciale. Le 21 octobre 2002 marque un tournant dans l'his-

toire du site avec son rachat par le Département des Landes, puis l'entrée en action, dès 2004, du Syndicat mixte de gestion des milieux naturels, toujours actif. L'objectif initial « d'élaborer et réaliser un aménagement écologique intégré d'une friche constituée de trous de mines sur 600 ha et 1 550 ha de terrils », a été atteint, grâce notamment à la plantation de 1,5 million d'arbres. L'aire protégée devient la Réserve naturelle nationale (RNN) d'Arjuzanx en septembre 2022.

Le site garde la mémoire de l'exploitation du lignite, grâce à des panneaux qui retracent son historique. Le charbon brun, dit « charbon de la terre », provient de la fossilisation de végétaux vieux de 11 millions d'années, ensevelis sous 25 mètres de sables et d'argiles lacustres.

Étirée sur 2.600 ha dont 400 en accès libre, la réserve, dotée de 25 kilomètres de sentiers ouverts aux activités pédestres, équestres ou VTT, a accueilli plus de 200.000 visiteurs en 2021. Si les grues cendrées n'y vivent pas seules, les regarder est un vrai spectacle à apprécier depuis un observatoire placé à quinze mètres du sol. Le site est aussi à découvrir depuis les belvédères de la Bande porteuse, du Commanday et des Osmondes, avec ou sans guide. Un moment hors du temps. ■

# DE LA VILLE À LA CAMPAGNE



**SALON DE THÉ.** En 2021, Vincent Rosier s'est installé à Lormes, dans la Nièvre, après dix ans de vie londonienne. **FABIEN AGRAIN-VÉDILLE**



**SANTÉ.** Claire Joigneaux, prothésiste dentaire, partage son quotidien entre Paris et Lormes. **FABIEN AGRAIN-VÉDILLE**

**P**erchée dans les épineuses forêts du Morvan, dans la Nièvre, Lormes reprend des couleurs à l'approche des beaux jours. La sculpture d'une baleine semble voler d'un bâtiment à l'autre au-dessus de la route qui traverse le bourg. D'épaisses branches d'arbres colorées se dressent le long de bâtiments décrépits. En 2016, le maire, Christian Paul, lance avec le Pays Nivernais-Morvan, qu'il présidait aussi, le projet « Village du futur » puis « Petite ville du futur » pour reconquérir le cœur des bourgs du territoire. Une expérimentation est lancée dans quinze communes nivernaises, dont Lormes. La commune sera retenue dans le programme « Petite ville de demain » lancé en 2021, par le gouvernement. « On avait déjà entamé les travaux depuis longtemps. On était en avance, mais nous avons eu des moyens humains supplémentaires », glisse le maire. Élus et habitants se retrouvent lors d'événements et font part de leurs envies avant de s'engager dans des chantiers participatifs.

Des tiers lieux, des galeries d'arts, des commerces fleurissent les uns après les autres. « Depuis 2019, on compte, chaque année, à peu près 50 nouveaux foyers », s'enthousiasme le maire.

## Quitter le tumulte des grandes villes pour la tranquillité rurale

À l'entrée de la ville, la lumière s'échappe des fenêtres du Relais des futurs. Le panneau blanc accroché sur l'édifice annonce toujours l'ancien nom de l'établissement, l'Auberge des relais. Les volets des étages ont retrouvé des couleurs à l'image de ce lieu qui était fermé au public depuis 2019. En 2021, il reprend vie grâce à quatre associés, Aymeric Seron, Camille Marijon, Læiz Cadiou et Nadège Grabowski.

Aymeric Seron a lâché son quotidien entre Paris et Bruxelles pour s'installer loin de l'agitation urbaine. En reprenant l'auberge, il espère établir Le Relais des futurs, un tiers lieu, tremplin pour les citadins qui veulent quitter le tumulte des grandes villes. Entre deux concerts, le lieu propose à des porteurs de projets de venir s'y installer avant de se lancer dans le grand bain.

Derrière la vitrine de La Boutique, Vincent Rosier, 50 ans, trie quelques couverts dans son salon de thé. Assis dans l'arrière-cour, des artistes de passage prennent une pause. « Ils hésitent à acheter dans le coin », sourit-il. Né à Paris, il a quitté Londres en 2021,

# Lormes imagine « le village du futur »

Dans le Morvan nivernais, au cœur de la Bourgogne, la petite commune de Lormes imagine, depuis 2016, le « village du futur ». Habitants et élus se mobilisent pour offrir un second souffle à leur cité qui attire chaque année cinquante nouveaux foyers.

**Fabien Agrain-Védille**  
Le Journal du Centre

pour le Morvan où il passait des étés dans sa jeunesse.

Vincent Rosier n'est pas venu par hasard. Camille Dejean, qui partage sa vie, est originaire du coin. « Elle n'avait pas forcément envie de revenir. » Pourtant, le sort amène le couple à acquérir une maison secondaire dans le Morvan, qu'ils occupent pendant les vacances. « C'est là que j'ai découvert Lormes. » L'immeuble qui abrite désormais La Boutique était à vendre. « Il m'a tapé dans l'œil à chaque fois qu'on revenait. »

« Nous ne sommes pas venus par hasard » lâche-t-il, cherchant à expliquer son amour pour la commune bourguignonne. Évoquant les « nouveaux arrivants » comme lui, il insiste : « Tout le monde a senti quelque chose. Il y a un côté original dans ce village qu'on ne retrouve nulle part ailleurs. »

## Rencontre de deux mondes

Le maire décrit l'alchimie entre Lormois et nouveaux arrivants. « Ça peut demander du temps. Mais, j'ai le sentiment qu'ici les gens sont très accueillants. »

Dans les rues, presque tous se saluent, d'un simple geste de la tête aux appels amicaux d'un bout à l'autre de la rue. « Tu viens samedi ? », s'enquiert Hervé Savary saluant un Lormois de toujours. Le long d'une rue historique, la vieille pompe à essence du garage Desmegers est toujours là. Aujourd'hui, le lieu est un restaurant, La Recycl'. Au fond, dans l'une des multiples salles de l'établissement tenu par Hervé Savary, une scène est creusée dans la roche. C'est là que se trouve l'un des rares clubs de jazz bourguignons. Servant les plats du jour à quelques touristes d'outre-Rhin, Estelle Lapert, responsable de salle, avoue avoir quitté la Seine-et-Marne pendant l'épidémie de Covid pour « respirer ». « Je cherchais de la tranquillité. Et je suis tombée sous le charme de Lormes. »

Sur les hauteurs de la ville, au premier étage de la maison de santé, Claire Joigneaux travaille une future prothèse dentaire. L'odeur de la résine embaume l'atelier. « J'ai l'étage pour moi, mais pas pour longtemps. La mairie veut agrandir la Maison de santé. » Chaque semaine, elle alterne entre la capitale et le Morvan. À 61 ans, elle espère partir à la retraite en 2025. « J'ai envie de m'installer définitivement ici. Mais j'ai une passion qui me manquerait trop. Je joue dans un orchestre de steeldrum, à Paris. Il n'y en a pas ici. » ■

# Pour l'électricité, vous avez le choix :

verte

verte

Depuis 2016, pour mieux vous accompagner dans la transition énergétique, ENGIE propose uniquement une électricité verte, certifiée à 100 % par des garanties d'origine renouvelable, pour tous ses nouveaux contrats.\*



  
ENGIE

**L'énergie est notre avenir, économisons-la !**

\*Électricité verte : pour tout nouveau contrat d'électricité souscrit par un client particulier, à l'exclusion des offres Classique, de l'offre Elec Référence Essentielle 1 an et de l'offre d'électricité Happ-e, ENGIE achète l'équivalent de la quantité d'électricité consommée par le client en Garantie(s) d'Origine émise(s) par des producteurs d'énergie renouvelable. Une Garantie d'Origine certifiée que de l'électricité a été produite à partir d'une source d'énergie renouvelable et injectée sur le réseau électrique.

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011€ - RCS NANTERRE 542 107 651.

## DE LA VILLE À LA CAMPAGNE

**À** Dreux, entre Île-de-France et Normandie, entre vaste zone rurale et cités héritées des Trente Glorieuses, l'un des plus anciens sanatoriums de France (40 hectares) est en pleine renaissance. Il est en passe de devenir un poumon de verdure et de vie peuplé de 128 logements au confort high-tech, tout en conservant son cachet patrimonial unique.

La transformation de ces vieux bâtiments si longtemps à l'abandon est animée par cette philosophie de « reconstruire la ville sur la ville », selon Jean-Michel Poisson, premier adjoint au maire de Dreux. Ce projet sans doute contribué au fait que Dreux et son Agglo (81 communes) figurent parmi les sept premiers Territoires pilotes de sobriété foncière, en France, un programme d'accompagnement lancé en 2020 et porté par le ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, et celui de la Transition écologique. « C'est un outil unique en région Centre, préfigurateur des façons de vivre, de travailler pour demain. On encadre un droit à consommer du territoire », résume Gérard Sourisseau, président de l'Agglo du pays de Dreux. La démarche expérimentale est par ailleurs également déployée dans une sélection des communautés d'agglomérations dans six autres régions.

### 300 hectares de friches

En accompagnant le Drouais dans ses projets pour moins consommer d'espaces, en accord avec les enjeux de transition écologique (recyclage des friches, limiter l'artificialisation des sols, rénovation des cœurs de ville...), l'État anticipe l'essor d'un territoire « à un emplacement stratégique, en pleine valorisation », selon Pierre-Frédéric Billet, maire de Dreux (LR). « Avec divers aménagements comme l'A154-A120, il devient prioritaire pour les investisseurs. »

L'État a vu « tout le travail réalisé sur le plan industriel et il s'est dit : autant accompagner le Drouais pour ne pas gâcher le foncier. » Le poids des friches, issues des ravages de la désindustrialisation de la fin des années 90, y est majeur. Le maire, également vice-président de l'Agglo, l'évalue « à 300 hectares ».

Sur le plan économique, sous la tutelle de l'Agglo du pays de Dreux, on combat tout projet Seveso, comme ce fut le cas récemment à Vernouillet, dans la banlieue de Dreux, avec le projet d'entrepôt de produits dangereux. L'entreprise a dû changer son process pour finalement décrocher le terrain. Elle « travaillera de concert avec une entreprise pharmaceutique qui développera une nouvelle ligne de production. Trente-cinq emplois sont à la clé. »

Dreux a enclenché la vitesse supérieure pour désartificialiser les sols. En témoigne l'usine à loisirs dite Otium (espaces de divertissement combinés à des enseignes de restauration), sur la zone industrielle, qui abritait naguère le plus grand transporteur de marchandises de la ville. « Ce site a été dépollué, déconstruit. On est passé de 98 % d'imperméabilisation à moins de 80 % de sols qui ne sont plus pollués. On a créé 300 emplois et des taxes foncières qui ramènent 300.000 € de revenus par an à la mairie. » Au chapitre du bâti, il y a, certes, le projet emblématique de rénovation et transformation de l'ex-sanatorium, mais pas que. Un ancien pôle de production de gaz a été dépollué pour laisser place à un lotissement. Dans le centre-ville, le plan Action cœur de ville « permettra de rénover 150 logements sur six ans à l'horizon 2026. »

À l'entrée de Dreux-Vernouillet, via la RN 154, c'est toute une friche (usine, station-service, etc.) qui va devenir un quartier, avec logements, activités commerciales, écosystème d'industries culturelles, liaisons douces, et autres. Il sera baptisé « Spectaculaire », en référence à la salle de spectacle active au milieu de ce no man's land

# Dreux pilote en sobriété foncière

Transformer des friches, réduire l'artificialisation des sols, réhabiliter le cœur de ville sans négliger les campagnes... Dreux et son agglo ont été retenus sites pilotes en France.

Olivier Bohin  
L'Echo Républicain



**URBANISME.** L'ex-sanatorium de Dreux est en phase de transformation dans le cadre d'un programme mettant en avant un nouvel habitat, un cadre de vie éco-compatible, la sauvegarde d'un site classé. HISTOIRE ET PATRIMOINE DANIEL LEFÈVRE

en pleine mutation. L'une des plus anciennes zones pavillonnaires HLM de Dreux va être réhabilitée et, en campagne, à Châteauneuf-en-Thymerais, une nouvelle zone d'activités remplacera des parcelles en jachère.

### « Un arbre qui cache la forêt »

Pierre-Frédéric Billet ajoute : « Je souhaite que les nouveaux logements attirent de nouveaux Drouais, notamment des seniors qui ont des moyens et fassent vivre le centre-ville. » Dreux tient à sa spécificité de ville de province. « On ne veut pas que la ville devienne une ville de

40.000 ou de 50.000 habitants. » Elle en compte 30.000 aujourd'hui. « On se reconstruit beaucoup sur nous-mêmes. On réinvestit beaucoup dans le logement social, de plus grande qualité. » Le développement du territoire de l'Agglo (117.000 habitants) et la sobriété financière sont totalement distincts, estime Emilie Neveu Martins, directrice de l'aménagement du territoire à l'Agglo. « La force de ce programme est de démontrer que la croissance et le développement d'un territoire ne sont pas liés à sa capacité à consommer du foncier. C'est tout l'enjeu. Un arbre qui cache la forêt ! » ■



# ON PEUT FAIRE BASSE CONSOMMATION ET HAUT NIVEAU DE CONFORT À TOUS LES ÉTAGES



RCS Nanterre B 542 039 532, groupe Saint-Gobain, société anonyme, siège social : Tour Saint-Gobain - 12, place de l'Iris, 92096 La Défense Cedex - France. Capital social : 2 025 752 048 €.

La rénovation énergétique est le chantier du XXI<sup>e</sup> siècle. En Europe, 85% des bâtiments existants doivent ainsi être modernisés<sup>(1)</sup>. Chez Saint-Gobain, la rénovation énergétique est au cœur de notre savoir-faire. Chaque jour, nous imaginons des solutions innovantes<sup>(2)</sup> pour les professionnels et les particuliers avec des matériaux plus légers et à faible impact carbone, des isolants à haut rendement énergétique, des vitrages de haute technologie pour réduire l'empreinte environnementale des immeubles collectifs et des maisons individuelles et améliorer le bien-être et la santé des habitants. Concevoir des solutions pour des bâtiments plus confortables, plus économes en énergie et en ressources, c'est le défi que nous nous engageons à relever pour une construction toujours plus durable.

[SAINT-GOBAIN.COM](https://www.saint-gobain.com)

(1) Étude Commission européenne 2024. (2) Retrouvez toutes les informations concernant notre engagement pour une construction responsable : <https://www.saint-gobain.com/sites/saint-gobain.com/files/media/document/2021-06/net%20zero%20carbon%20roadmap.pdf>.

# DES COMMERCES À NOS POUBELLES

Il est le site le plus important du groupe. Celui d'où sortent chaque année 55 millions de bouteilles de sirop à destination de l'Europe, du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et du Brésil.

Ancrage des sirops Monin, l'usine berruyère est en train de devenir une vitrine de sa capacité à innover, scrutée par les plus grands groupes de l'agroalimentaire. Son projet de réutilisation d'eaux usées traitées en cycle fermé est entré au printemps dans sa phase opérationnelle, et c'est bien une révolution qui se joue. Imaginé, rêvé, dès la perspective de création du nouveau site (effective en 2016-2017) et initié deux ans plus tard, il prend corps dans un moment de grande prise de conscience des effets du changement climatique sur le cycle de l'eau, qui s'est illustrée par la présentation, en mars 2023, du « plan Eau » qui a fixé un cap de 10 % d'économies d'eau à l'horizon 2030 en s'appuyant sur la sobriété et les innovations technologiques.

Depuis Bourges, l'ambition du siropier, qui consomme près de 60.000 mètres cubes d'eau par an (dont 80 % servant au nettoyage et rinçage des installations), était affichée. Si elle s'est d'abord déployée à travers une politique d'économies reposant sur une optimisation des usages et une organisation de la production repensée, elle a pris une autre dimension avec le projet Zéro rejet, qui vise l'absence de rejets dans le réseau d'eaux usées ou le milieu naturel. La vision retenue : traiter l'eau pour la réutiliser dans l'usine en substitution de l'eau potable et valoriser les flux organiques et salins.

## Un soutien de l'Union européenne

Après une étude de la réglementation et des contraintes menée avec l'office international de l'eau, une technologie, soufflée par l'Insa Toulouse, est choisie : la filtration membranaire, qui permet de séparer eau, sucre et sel. Utilisée pour dessaler l'eau de mer, elle n'a jusqu'ici jamais été retenue en Europe comme seule solution de traitement des effluents dans l'industrie agroalimentaire. C'est une première. « Il n'y a pas de traitement biologique, c'est moins coûteux en investissements et en fonctionnement, plus facile à déployer, plus intéressant en termes de rendement, de réutilisation de l'eau et de possibilité de valorisation des concentrats », avance Ludovic Lanouguère, chef de projet au sein de l'usine berruyère.

Pour concevoir et déployer cette technologie, un nouvel acteur intègre l'histoire : Chemdoc water technologies, spécialiste de la filtration membranaire. Le consortium obtient le soutien du programme européen LIFE, permettant un financement public. Le nom du projet se précise alors : « LIFE-Zeus », pour Zero Liquid discharge water reUse (zéro rejet liquide-réutilisation de l'eau).

## L'objectif est de dupliquer ce modèle dans l'ensemble des usines du groupe

Cinq ans après les premières réflexions et la démonstration de la capacité à produire une eau conforme à la qualité d'une eau en contact alimentaire, le printemps 2024 a vu l'entrée dans la phase opérationnelle. Deux bâtiments sont ainsi sortis de terre sur le site de Bourges : le démonstrateur à l'échelle industrielle auquel est accolé un laboratoire de pointe, et une installation permettant de récupérer les sels minéraux contenus dans les effluents pour les réutiliser dans les opérations de régénération.

L'heure est désormais à la production des premiers litres d'eau. « Il y aura un suivi de plusieurs mois de la maîtrise de l'installation avant de réutiliser l'eau d'ici en début d'année prochaine », précise Ludovic Lanouguère, qui espère « plus de 60 % d'économies d'eau sur le site avec un taux de recyclage allant au-delà de 80 % des effluents ». Les concentrats prendront la direction de méthaniseurs du Cher pour produire de l'énergie et/ou de l'épandage.

Valoriser les eaux non conventionnelles dans une usine agroalimentaire, réduire les prélèvements en eau par la réutilisation des eaux traitées : ce qui se joue à Bourges avec, pour la seule entreprise Monin, un investissement de quatre millions d'euros, est en tout point inédit. À terme, l'objectif est bien de dupliquer ce modèle dans l'ensemble des usines du groupe de la planète. Il est, aussi, de pouvoir transférer cette solution à d'autres industriels de l'agroalimentaire. ■



**OBJECTIF.** Le siropier Monin vise 60 % d'économies d'eau sur son site berruyère. PHOTO PIERRICK DELOBELLE

# Du sirop... et moins d'eau

Depuis cinq ans, le siropier Monin œuvre à démontrer la faisabilité d'une solution de recyclage de l'eau sur son site dans le Cher, associée à la valorisation des nutriments. Inédite dans son ampleur et par les techniques retenues, cette voie est entrée dans sa phase opérationnelle.

**Valérie Mazerolle**  
Le Berry Républicain



**INNOVATION.** Ludovic Lanouguère, responsable du projet LIFE-Zeus chez Monin. PHOTO PIERRICK DELOBELLE

## DES COMMERCES À NOS POUBELLES

# Le commerce sourit à La Souterraine

Alors que de nombreux commerces ferment en zone rurale, la deuxième ville de la Creuse connaît aujourd'hui un dynamisme étonnant. Grâce à une politique ambitieuse mise en place par la mairie et un engagement fort des commerçants, La Souterraine a retrouvé le sourire.

**Victor Fleury**  
La Montagne

**E**n 2014, rien n'incitait à l'optimisme à La Souterraine. Les principaux employeurs de la commune, le couturier de Fursac et l'usine de pièces automobiles GM & S, avaient déjà largement entamé leur délocalisation. La population, vieillissante, déclinait rapidement. Plus de 22 % des commerces du centre-bourg avaient baissé le rideau, contre 8 % au niveau national à l'époque.

La municipalité a alors décidé de réagir. « Nous avons d'abord soutenu la création de boutiques éphémères pour montrer que les choses pouvaient bouger ici, détaille le maire actuel, Étienne Lejeune. Puis nous avons lancé une aide au loyer pour la création ou la reprise d'un commerce en centre-ville ». Parallèlement, la commune a tenu à maintenir ses équipements culturels, à reprendre le cinéma et à relancer le marché hebdomadaire qui périssait.

### Victime de son succès

Dix ans après, les résultats sont spectaculaires. Le taux de natalité repart à la hausse. La Souterraine est en finale du concours des plus beaux marchés de France. Et le taux de vacances commerciales a été réduit de moitié. Il est même aujourd'hui en dessous de la moyenne nationale. « On est un peu victime de notre succès, admet Étienne Lejeune. On avait prévu d'aider une dizaine de commerces, on en est déjà à 28 sur la centaine du centre-bourg ». Cette commune de 5.000 habitants prend dorénavant en

charge, pendant trente-six mois, la moitié du loyer des commerçants, pour un maximum de 3.000 € par an.

« C'est un sacré coup de pouce quand on débute, assure Mehmet Kazan, propriétaire du Café chaud depuis un an et demi. Cela nous permet de faire des économies, que nous pouvons réinvestir ailleurs ». En début d'année, le bar le plus fréquenté de La Souterraine a ainsi pu ac-

cueillir une soirée stand up, avec des artistes de toute la région. Le succès a été au rendez-vous et une deuxième édition est déjà annoncée. « Mon premier bilan dépasse mes attentes. Je vais même pouvoir embaucher dès la fin de l'année, prévoit-il. Le centre-ville bouillonne de nouveau et redevient attractif ».

A l'emblématique porte Saint-Jean, le chef de l'Osmose, Thibaut Martinazzoli, ne percevra plus dès le mois prochain

d'aide de la mairie. « Les deux premières années, j'ai dû faire beaucoup d'investissement, cela m'a vraiment aidé, confie-t-il. Maintenant que j'ai tous les équipements nécessaires, je suis prêt pour mon envol ». Son restaurant de burgers réalisés à partir de produits locaux est très souvent plein. Il réalise trois fois le chiffre d'affaires initialement prévu, ce qui lui a permis de créer quatre emplois. « Je suis d'une ville de Haute-Vienne qui a les mêmes capacités mais pas la même dynamique que La Souterraine, constate-t-il. Les gens ici s'investissent pour que leur commune fonctionne ».

### Les commerçants s'impliquent

Cent mètres plus haut, Quentin Liabaud a ouvert, en 2021, la librairie L'Apothicaire. « Plus que l'aide au loyer, ce qui m'a attiré à La Souterraine, c'est sa gare, sa cité scolaire avec des centaines d'étudiants en design, et son marché. C'est la ville qui peut brasser le plus de monde en Creuse, explique-t-il. Le bilan économique, humain et professionnel est ultra-positif, largement au-delà de mes attentes ». Quentin Liabaud a créé avec d'autres commerçants et artisans le collectif « Le petit quartier du haut », pour redonner vie au quartier historique de La Souterraine, longtemps déserté. « Les Sostraniens sont les premiers acteurs du changement de leur ville, analyse-t-il. La municipalité ne peut pas tout faire ».

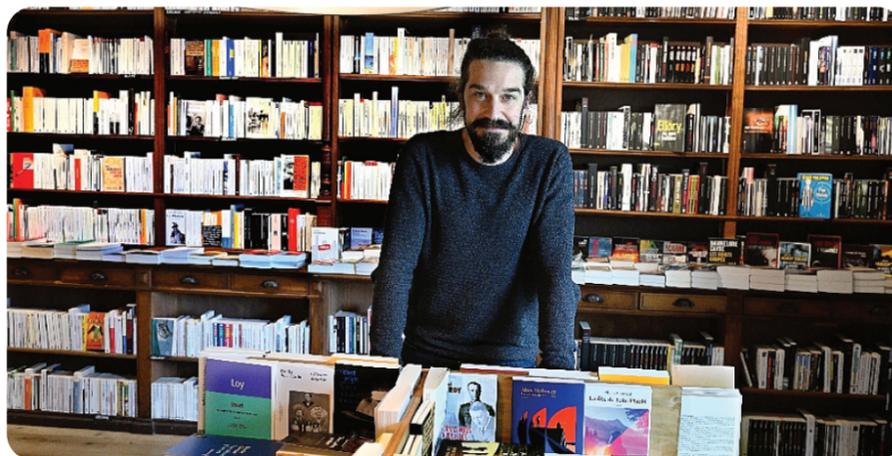
Autre membre fondateur du collectif, Armelle Duno a ouvert en décembre 2022 l'Atelier des curiosités, une boutique où elle fabrique des objets en porcelaine. Quand elle s'est installée, tous les magasins autour d'elle étaient fermés. « Cela me tenait à cœur de remercier la ville qui m'a accueillie quand j'étais étudiante, assure cette enseignante au pôle design voisin. L'aide au loyer m'a permis de sécuriser mon installation ». Les résultats de sa première année sont excellents, et un institut de beauté a ouvert à côté de sa boutique. Avec d'autres membres du collectif, elle organise des événements pour vitaliser le quartier. « La mairie a impulsé quelque chose au départ », conclut-elle. Mais on s'est approprié cette dynamique positive, parce qu'on aime notre ville ». ■



**ARTISANAT.** « La mairie a impulsé quelque chose au départ, dit Armelle Duno. Mais on s'est approprié cette dynamique positive, parce qu'on aime notre ville ». PHOTO BRUNO BARLIER



**CAFÉ.** Un dynamisme commercial illustré par la réussite du Café chaud, propriété de Mehmet Kazan. PHOTO BRUNO BARLIER



**LIBRAIRIE.** Quentin Liabaud a ouvert, en 2021, l'Apothicaire. PHOTO BRUNO BARLIER



**LIBRAIRIE.** Le chef de l'Osmose, Thibaut Martinazzoli, réalise trois fois le chiffre d'affaires initialement prévu, ce qui lui a permis de créer quatre emplois. PHOTO BRUNO BARLIER

“ Le bilan humain, économique et professionnel est ultra-positif ”

## DE L'INDIVIDU AU COLLECTIF

Sur fond de pression immobilière et de spéculation, certains envisagent la mini-maison comme une alternative possible. Mobile, compacte, économe, elle a de vrais atouts.

Marylène Carre  
Ouest-France

# La tiny house se fait sa place

Littéralement « minuscule maison », la tiny house est à mi-chemin entre la maison et la roulotte. Les premiers prototypes sont apparus aux États-Unis en 2005, après le passage de l'ouragan Katrina. En 2008, elles ont permis aux familles touchées par la crise des subprimes de trouver un logement d'urgence. Dès leur origine, elles apparaissent donc comme une alternative possible à la crise du logement.

En France, leur arrivée remonte au « début des années 2000 et le mouvement s'accélère depuis le Covid », note Alexis Alamel, maître de conférence en géographie à Sciences Po Rennes, à l'origine des premières rencontres internationales de la tiny house, organisées à Caen le 29 mars. Le chercheur a travaillé sur l'habitat en conteneurs des étudiants aux Pays-Bas et au Havre, avant de s'intéresser à la mini-maison. « Si les premières initiatives sont individuelles, les collectivités commencent à s'y intéresser, comme une offre alternative de logements sur des territoires en tension. »

### Contre la spéculation immobilière

Sur les côtes normande et bretonne, le poids des résidences secondaires, la spéculation et le basculement des logements en locations uniquement touristiques empêchent de nombreux locaux de se loger. Avec « près de 70.000 personnes mal-logées et 91.000 demandes de logements sociaux pour seulement 17.400 attributions de logement », selon la Fondation Abbé-Pierre, la Bretagne est aujourd'hui dans une situation plus défavorable que la moyenne nationale.

À Grand-Champ, commune d'environ 6.000 habitants près de Vannes (Morbihan), la pression démographique s'est accompagnée d'une envolée des prix. Près de 200 demandes de logement social ne sont pas pourvues. « En dix ans, le prix d'un pavillon a doublé et les retraités ont remplacé les familles dans le profil des acquéreurs », constate Yves Bleunven, sénateur du Morbihan et ancien maire de Grand-Champ. Pour garder de jeunes actifs sur le territoire, la commune aménage un village de tiny houses sur l'ancien

camping municipal. Les trente tiny houses seront habitables dès l'été prochain. Un tiers des emplacements loués par la commune est réservé à des jeunes couples à budget limité en accession à la propriété, un tiers aux entreprises qui veulent loger leurs salariés et un tiers en logement social avec l'office HLM Morbihan Habitat. Une première en France !

« Mais innover, c'est forcément défricher, constate l' élu. Même si on a un regard bienveillant des services de l'État, il y a des freins administratifs. » Le projet de village de Grand-Champ ne rentre pas dans les cases : du logement social en habitat mobile ? Ça n'existe pas. Du loge-

ment sur un terrain de loisirs ? Impossible. La collectivité a donc dû modifier le plan local d'urbanisme et « pousser les lignes » pour faire évoluer la réglementation. Le flou juridique qui encadre la tiny house est le principal frein à son développement. À l'inverse, ses atouts sont nombreux.

La tiny a l'avantage d'être construite rapidement, hors sol et de manière industrielle, et de coûter relativement peu cher, même si les coûts se sont envolés ces dernières années (on trouve des modèles entre 40.000 à 150.000 €). Elle est économe en énergie et en espace. Dans les petites communes, elle peut permettre de

lutter contre la désertification rurale en attirant de nouveaux ménages. Dans les grandes villes, de prévenir l'étalement urbain par la densification, quitte à installer des tiny houses dans les espaces en friche. « En tant qu'aménageur du territoire, on a des pressions très fortes, confirme Emmanuel Renard, vice-président de la communauté urbaine de Caen la mer, en charge de l'aménagement et du foncier. La loi zéro artificialisation [nette], le besoin de production de logements, l'évolution démographique, les enjeux écologiques... On doit réfléchir à des formes nouvelles d'habitats et d'occupation du territoire. » ■



LOGEMENT. Au centre de Rouen à proximité d'une résidence senior, les tiny houses d'Un toit vers l'emploi sont destinés aux sans-abri pour les aider à sortir de la précarité et retrouver un emploi. EMMANUEL BLIVET

## MONTPELLIER

### Avec son Repair Lab mobile, la Croix-Rouge répare bien plus que de simples objets.

« Ce sac, c'est tout ce qu'il me reste de mon fils. Il avait 21 ans. Mais la couture est en train de se défaire. Vous pouvez m'aider ? ». À l'unité locale de la Croix Rouge de Montpellier, une dame s'approche des bénévoles du « Repair Lab », un atelier mobile solidaire de réparation expérimenté depuis un an. Une machine à coudre et des outils de bricolage sont sortis d'une chariotte-établi multicolore. « De nombreuses personnes en exil ou en errance voient leurs biens personnels se détériorer rapidement. Un téléphone portable, un doudou, des chaussures : elles ont peu de choses et elles y tiennent » explique Louise Brosset, à l'origine de ce dispositif inédit. Ici le principe est simple : il s'agit de « faire ensemble » afin de sortir les participants du sentiment de dépendance parfois ressenti à l'égard des acteurs humanitaires.

« Le câble de frein de ton vélo, on va le changer ensemble » insiste Louise auprès d'un jeune homme qui se fait appeler Coquelicot. L'an dernier, plus de 1.000 personnes ont participé aux activités du Repair Lab dans l'Hérault, le Rhône et les Hauts de France. ■



## VALOGNES

### Le béguinage solidaire qui enchante les séniors.

Dans un ancien hôtel particulier de Valognes (Manche), 26 logements ont été aménagés pour des habitants de plus de 60 ans ou porteurs d'un handicap. Dans ce « béguinage solidaire », les habitants expérimentent une autre forme de vivre ensemble, avec notamment un tiers-lieu où se déroulent toutes les activités (sport-santé, atelier créatif, atelier mémoire, atelier d'écriture, repas partagé, jeux de société, goûter d'anniversaire...), qui changent toutes les semaines et sont ouvertes aux personnes extérieures. Bâti il y a presque deux siècles et demi, cet ancien hôtel particulier avait abrité des sœurs avant d'être bombardé en 1944. Racheté par l'association l'Espérance, il était d'abord destiné à accueillir une maison de retraite pour des personnes en situation de handicap. Mais le projet a avorté et le bâtiment est resté vide pendant trente ans. C'est en 2019 que la foncière Béguinage Solidaire rachète les lieux et entame un vaste chantier de réhabilitation (4 M€), soutenu par des mécènes, des bailleurs publics et des investisseurs privés. Après dix-huit mois de travaux, la bâtisse a accueilli ses premiers locataires en janvier 2023. Elle dispose de 18 appartements, du studio au T2, et 10 petites maisons (six T2 et quatre T3) avec terrasse sur le terrain adjacent. ■

## DE L'INDIVIDU AU COLLECTIF

Apprentoit aide les apprentis à se loger dans douze communes rurales du Lot-et-Garonne en rénovant d'anciens bâtiments mis à disposition par les mairies. Les jeunes bénéficient de loyers très attractifs, entre 80 et 100 euros.

Fanny Laison  
Sud-Ouest



**INITIATIVE.** Lucas Manoer, avec le maire de Moirax (à gauche), commune où se situe son studio Apprentoit, et Jean-François Blanchet, le président de la CMA 47 qui a impulsé ce dispositif de logement. FANNY LAISON

# Un toit pour les apprentis

Chemise blanche impeccablement repassée et chaussures noires cirées, Lucas Manoer achève le service de midi à l'Auberge Le Prieuré. Voisin du prieuré clunisien du XI<sup>e</sup> siècle, ce restaurant étoilé fait la fierté de Moirax, commune de 1.188 habitants (en 2020) située au sud d'Agen. L'apprenti de 19 ans y travaille depuis septembre 2022. Élève à la chambre de métiers et de l'artisanat du Lot-et-Garonne (CMA 47), il finit de préparer un brevet professionnel consacré aux arts de la table. « Depuis que Lucas a commencé dans ce restaurant, il a beaucoup changé, remarque Mathieu de Carli, le directeur du foyer jeunes travailleurs de la CMA 47. Il a notamment pris confiance en lui, cela se voit dans sa façon de se tenir et de parler. » Sauf imprévu, le jeune homme devrait être diplômé courant juin.

### Accompagnement personnalisé

Une trajectoire pleine de promesses, rendue possible par Apprentoit. Lancé en 2013 par la CMA 47 et le bailleur social Domofrance, ce dispositif aide les apprentis à se loger à proximité de leur lieu de travail et à très bas prix. Une fois son

service terminé, Lucas n'a plus que 80 mètres à parcourir pour rentrer chez lui. Grâce à une aide personnalisée au logement (APL) majorée, les loyers sont compris entre 80 et 100 euros.

Douze communes du Lot-et-Garonne accueillent aujourd'hui 36 studios aménagés dans des bâtiments mis à disposition par les mairies et rénovés par Domofrance. Unique en France, cette initiative a été lancée en réponse aux difficultés de recrutement des entreprises dues au manque de logements.

« Heureusement que j'ai eu cette place car je n'aurais pas pu faire les allers-retours. Entre ici et chez moi à Gondrin, dans le Gers, c'est 45 minutes à une heure de route. » Louer un logement un peu plus loin ? Pas impossible, mais pas le plus évident avec un salaire d'apprenti d'environ 950 euros.

« Un loyer à Agen, c'est 300 à 350 euros, indique Mathieu de Carli. Ce à quoi il faut ajouter l'eau, l'électricité, les frais d'essence et de voiture. » « C'est rassurant pour nous et ses parents de se dire qu'il n'a pas la route à prendre après le travail », souligne Agathe Toursel, co-gérante de l'Auberge Le Prieuré.

Aménagés depuis 2016 dans une ancienne grange datant du Moyen Âge, les deux appartements Apprentoit de Moirax bénéficient d'un espace partagé. C'est là qu'Emmanuelle Sallères rencontre régulièrement les jeunes logés par Apprentoit. Outre les démarches administratives, la salariée de la CMA 47 fait le lien entre les apprentis, les familles et les entreprises. « Mon rôle est de les accompagner tout au long de cette première expérience d'autonomie et de sécuriser leur parcours professionnel, résume-t-elle. C'est pour cette raison que j'échange beaucoup avec les employeurs. S'ils me disent que le jeune a l'air fatigué, est souvent en retard ou absent sans raison, cela va m'alerter. »

### Quatre nouveaux studios

En onze ans d'existence, Apprentoit a accompagné 200 apprentis. « Certains ont signé des CDI derrière ou envisagent de reprendre l'entreprise lorsque le gérant partira à la retraite, se réjouit Mathieu de Carli. Nous agissons vraiment sur deux volets : donner un toit à des jeunes qui débutent dans la vie active, et maintenir l'attractivité des entreprises dans les communes rurales. »

Le dispositif offre une aide précieuse aux employeurs pour convaincre des apprentis (et leurs parents) de venir travailler dans des lieux mal, voire pas du tout, desservis par les transports en commun. Du côté des communes, c'est l'opportunité de maintenir des activités économiques, mais aussi de faire rénover des bâtiments vides et parfois très anciens. En échange d'un euro symbolique et d'un bail emphytéotique de 60 ans, Domofrance prend entièrement en charge les travaux, à hauteur de 400.000 euros dans le cas de Moirax.

Observé par d'autres départements ruraux comme la Creuse, le dispositif est en dynamique constante. Trois nouveaux logements seront livrés en 2026 à Moirax. Cocumont, située au nord-ouest du département, est la dernière commune à avoir intégré Apprentoit. Quatre studios vont y accueillir des jeunes d'ici quelques semaines. « Dire que ça dynamise la commune, c'est exagéré, nuance Henri Tandonnet, le maire de Moirax. Mais ça apporte une convivialité. C'est agréable de voir l'équipe de jeunes du restaurant prendre un verre à La Cigale, sur la place du village, le dimanche après-midi. » ■



## MARSEILLE

### L'incroyable chemin parcouru du sentier métropolitain GR 2013.

En 2014 est créé le Bureau des guides, association chargée d'animer le projet de sentier métropolitain pensé pour être pérenne. Quatre personnes au départ, dix aujourd'hui travaillent pour la structure basée à l'Usine Pillard à Marseille, toujours soutenue par les collectivités. Et qui continue d'inventer « l'expérimentation d'un équipement culturel à partir d'un sentier ». À la croisée des logiques culturelles, patrimoniales, écologiques et d'aménagement du territoire et en faisant dialoguer artistes, scientifiques et communautés d'habitants. « On fait désormais partie d'un réseau européen des sentiers métropolitains. Une expertise qui aide à orienter des politiques locales, comme la création d'un sentier porté par la métropole toulonnaise. » Onze ans après, le GR 2013 est reconnu par le ministère de la Culture comme un tiers lieu à l'échelle d'un territoire. « Il est rehomologué pour dix ans, la Fédération de randonnée a rebalisé en jaune et rouge la totalité du sentier. » ■



## ESTANG

### Le bus dentaire ne désemplit pas dans le Gers.

Le bus dentaire de la Croix-Rouge, lancé il y a un an, propose des consultations gratuites de 40 minutes. Il fait étape dans neuf communes pour répondre à la désertification médicale : « Les gens qui viennent n'ont pas vu de dentiste depuis 10-15 ans. On arrive à les ramener vers le soin », se félicite Sébastien Delmotte, coordinateur du projet (Croix-Rouge du Gers). Les consultations sont souvent prises d'assaut. Si certains les prévoient un ou deux mois à l'avance, d'autres patients comme Jeanine sont dans l'urgence. Après s'être cassé une dent la semaine dernière, elle s'est tournée vers le bus, faute de rendez-vous disponible avant juillet chez son dentiste : « J'ai trouvé ça parfait ! », sourit-elle à la sortie. Deux étudiants en sixième année d'odontologie assurent les soins avec l'assistance d'un ancien professionnel expérimenté. Depuis un an, le bus a traité 555 personnes soit 12 à 17 patients par jour de consultation. Un projet d'extension est à l'étude pour voir rouler le bus un troisième jour dans la semaine. ■

# Si c'était à refaire, ce serait plus vert.

## Garantie Verte AXA<sup>(1)</sup>

AXA finance jusqu'à 50 000 €<sup>(2)</sup> supplémentaires  
si la rénovation de votre bien suite à un sinistre  
respecte des normes plus écologiques et plus durables.



(1) Pour plus d'informations sur la « Garantie Verte », rendez-vous sur <https://axalive.fr> – Communiqué de presse du 19 février 2024.

(2) Suite à un sinistre garanti (événements climatiques, catastrophes naturelles et incendie), AXA France finance jusqu'à 50% du surcoût lié aux équipements verts, limité à 10% du montant total du sinistre avec un plafond de 50000€. Sous réserve d'acceptation de l'expert sur l'éligibilité des travaux envisagés et à condition que l'assuré participe à hauteur du même montant qu'AXA France dans les travaux.

AXA France IARD • AXA Assurances IARD Mutuelles • Entreprises régies par le code des assurances. © Christopher Anderson.